

Ecolo et l'élection du 18 mai 2003. Du paradis au purgatoire ou à l'enfer?

par Pascal DELWIT et Benoit HELLINGS *

Les élections générales du 13 juin 1999 avaient été qualifiées de scrutin de rupture par nombre d'observateurs de la vie politique belge¹. En cette occasion, les rapports de forces entre partis et familles politiques avaient connu des bouleversements d'une ampleur inédite.

L'érosion électorale des familles – et en leur sein des partis – traditionnellement dominantes se déclinait de manière exceptionnelle. Pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel, le CVP était devancé en Flandre, en l'occurrence par le VLD. En Wallonie, le parti socialiste restait certes premier, mais l'écart avec la deuxième formation – la fédération PRL FDF MCC – se rétrécissait singulièrement. Plus globalement, les deux partis socialistes – PS et SP – et démocrates chrétiens – PSC et CVP – atteignaient leur plancher électoral. Ensemble, les familles socialiste et sociale chrétienne recueillent moins de 40% des voix exprimées alors qu'elles captaient encore 49,4% de l'électorat en 1995 et qu'elles se partageaient environ 85% des suffrages dans les années cinquante.

A contrario, le VLD, le *Vlaams Blok*, Ecolo et Agalev décrochaient un score historique et atteignaient, à l'occasion d'un scrutin national, un sommet d'influence électorale.

Electoralement, les deux partis écologistes ressortaient du scrutin comme les grands vainqueurs. Forts de cette performance et de l'utilité d'Agalev dans l'échafaudage de majorités symétriques à l'échelle fédéral et aux niveaux fédérés, Ecolo et Agalev seront appelés à faire leur entrée dans tous les exécutifs. Cependant une majorité des membres de la Régionale bruxelloise d'Ecolo s'opposera à la participation au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Quatre ans plus tard, l'ivresse des Verts à la découverte des résultats du 13 juin 1999 a cédé la place au désespoir presque absolu à la lecture des résultats au soir du 18 mai 2003. L'asymétrie des performances est étonnante. Le 18 mai 2003, Ecolo et, plus encore Agalev, enregistrent une défaite électorale cinglante. Agalev a perdu près de deux tiers de ses électeurs et Ecolo 60%. Les verts flamands boivent le calice jusqu'à la lie. Compte tenu de l'introduction d'un seuil à 5% à l'échelle des circons-

* Pascal DELWIT et Benoit HELLINGS, Centre d'Etude de la Vie politique (ULB).



criptions (mesure qu'ils ont au demeurant votée!)², ils perdent toute représentation à la Chambre et ne conservent qu'un sénateur (coopté) grâce à la décision magnanime et stratégique de Steve Stevaert, leader des socialistes flamands. Pour sa part, Ecolo sauve l'essentiel en conservant quatre députés mais la chute est rude.

Tableau 1 : Résultats électoraux des partis verts à la Chambre en 1999 et 2003

	juin 1999			mai 2003		
	Suffrages	% en suffrages	Sièges	Suffrages	% en suffrages	Sièges
Agalev	427 209	6,94	9	162 205	2,47	0
Ecolo	457 281	7,43	11	201 118	3,06	4

Dans cette contribution, nous tenterons d'expliquer comment d'acteur significatif au terme du scrutin de 1999, Ecolo est (r)envoyé, dans le paysage politique francophone, aux confins de la quasi-insignifiance électorale et politique quatre ans plus tard, à tout le moins à l'échelle fédérale. En effet, l'échec du 18 mai ne doit pas faire oublier que les Verts francophones restent partie prenante aux gouvernements de la région wallonne, et des communautés française et germanophone, avec une importante représentation au sein des assemblées parlementaires concernées³. Par ailleurs, suite à sa très bonne prestation électorale aux élections communales du 8 octobre 2000, Ecolo assure une présence non négligeable dans les conseils communaux et les collèges échevinaux, en particulier en Région bruxelloise.

Nous diviserons notre approche en mettant en évidence des éléments internes à l'organisation et des données liées aux changements de son environnement, d'ordre externe donc; tout en sachant qu'ils sont étroitement imbriqués.

1. UNE VIE INTERNE BOUSCULÉE

1.1. La participation gouvernementale

Dans la nuit du 13 au 14 juin 1999, Ecolo est appelé à la table des négociations. Son entrée dans le jeu n'était pas programmée. L'axe privilégié de construction du gouvernement était socialiste-libéral, à tout le moins dans le champ francophone. Face à la victoire écologiste, le cercle des négociations leur fut ouvert, d'autant que les voix d'Agalev étaient nécessaires à la composition d'une majorité gouvernementale en Flandre, qui permette de maintenir le *Vlaams Blok* dans l'opposition et d'y envoyer le CVP. Arithmétiquement parlant, Ecolo n'était donc pas nécessaire, ni au sein de l'Exécutif régional wallon, ni dans le Gouvernement de la Communauté française. Du point de vue du rapport de forces politique, cette donnée est essentielle. L'hypothèse d'un PS et d'un PRL FDF MCC pouvant «se passer» des Verts francophones n'était politiquement pas absurde. Cela déforce bien sûr le poids politique des ministres verts dans les rapports de forces s'imposant à eux en négociation. Seul le pacte politique liant Ecolo et Agalev «assurait» donc la présence d'Ecolo au sein des exécutifs.



Pour Ecolo, les pourparlers gouvernementaux ont été ardues et éreintants. Dans des enceintes et des conditions qui leur sont très peu familières, les représentants écologistes ont découvert un *autre monde* et un autre rôle que celui de l'opposition. Les négociateurs d'Ecolo ont rapidement dû affronter un mécontentement grandissant de cercles militants et l'hostilité de la Régionale de Bruxelles. En effet, dans les transactions autour de la confection du gouvernement bruxellois, Ecolo ne s'est vu «offrir» qu'un secrétariat d'Etat. Les militants bruxellois reprocheront vertement aux négociateurs fédéraux de ne pas avoir fait de cette épineuse question un point de rupture.

Bref, ce qui devait être un événement de taille pour la famille écologiste, l'accès aux responsabilités, s'est transformé en une réunion de crise profonde, ce dont Ecolo a fait sa spécialité tout au long de son histoire. Le 10 juillet 1999, à Louvain-La-Neuve, la participation aux gouvernements fédéral, de la Communauté française et wallon n'est acquise que du bout des lèvres et assortie de critiques dures à l'endroit de la direction. Au terme de longues discussions, trois participations sont acquises. Au gouvernement fédéral, 413 adhérents d'Ecolo ont voté *pour* et 272 *contre*. Pour la Communauté française de Belgique, le rapport s'est établi à 492 *pour* et 155 *contre*. Pour le gouvernement régional wallon, les adhérents wallons du parti ont voté à concurrence de 340 *pour* et 140 *contre*. En revanche, la participation au gouvernement régional bruxellois ne reçoit pas l'aval militant. 103 écologistes bruxellois rejettent l'entrée pour seulement 85 approbations⁴.

Jacky Moraël, tête pensante de la stratégie et de l'action verte depuis 1994, et principal négociateur, se voit interdire de monter au gouvernement fédéral. Nombre d'interlocuteurs écologistes le confessent: cette AG catastrophe s'est révélée cruciale dans la gestion de la participation. Dans l'exercice de ses responsabilités, Ecolo est monté déprimé et largement discrédité auprès de ses partenaires gouvernementaux. A l'entame de cette expérience, il est surtout profondément déchiré. Cette division interne va fortement marquer la vie du parti, et donc les conditions de son activité gouvernementale. De l'élection polarisée en novembre 1999 d'un nouveau Secrétariat fédéral à l'éviction de Jacques Bauduin et Brigitte Ernst à l'été 2002 en passant par la difficile AG de décembre 2000, la vie d'Ecolo est d'abord focalisée sur l'interne.

Tout en ayant récolté 14,36% des voix, la famille verte arrache au final des postes ministériels à l'importance relative. Les compétences dont Agalev et Ecolo héritent procurent à leurs ministres une visibilité politique comparativement plus faible qu'à leurs partenaires de la majorité. Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Au gouvernement fédéral, et dans les exécutifs de la région wallonne et de la Communauté française, Ecolo a dû faire le difficile apprentissage de l'exercice du pouvoir. Il a en outre été confronté à un axe de fonctionnement où les problèmes étaient, partiellement, résolus en amont entre libéraux et socialistes. Enfin, son personnel ministériel n'a pas toujours convaincu dans l'exercice de ses compétences. Les ministres et le parti ont distillé une image d'amateurisme, de faiblesse chronique voire d'incompétence en de nombreuses circonstances. A plusieurs reprises, des dossiers dont ils assumaient pourtant seuls la responsabilité furent d'ailleurs «enlevés» à des ministres verts. Le Conseil des ministres a ainsi plusieurs fois dessaisi Olivier Deleuze (vente de matériel nucléaire au Pakistan) et Isabelle Durant (vols de nuit et réforme des structures de la SNCB), montrant ainsi de façon emblématique l'anémie politique du parti vert au sein de cette coalition fédérale, par-delà la présomption de son incompétence, mise en scène médiatiquement.



La gestion de cette configuration politico-gouvernementale a souvent été calamiteuse comme en témoigne de manière emblématique la sortie du gouvernement quinze jours avant la tenue du scrutin. Au final, la participation d'Ecolo au gouvernement fédéral s'est révélée pour lui extrêmement dommageable électoralement. Au terme de la législature, Ecolo n'a pas convaincu une partie du nouvel électorat conquis en 1999 de sa capacité à gérer efficacement les dossiers dont il assumait la charge. Il n'est pas apparu crédible en tant que parti de pouvoir. Ecolo n'a pas persuadé ses électeurs de la pertinence de son action au sein des exécutifs et sa plus value comme parti de gouvernement⁵. Au-delà de l'image donnée globalement, une grande partie de l'électorat vert de 1999 ne s'est pas révélé sensible à la démarche intellectuelle développée par Ecolo pour expliquer ce qu'il appelait ses «avancées».

En prélude à la campagne électorale de 2003, Ecolo a péniblement tenté de développer un discours, visant à faire comprendre que les changements sociétaux à l'œuvre grâce à lui demandaient du temps mais étaient d'ores et déjà en route. «Le vert est dans le fruit»⁶ assurait-on. L'instauration d'un «développement durable» devrait s'ancrer dans le temps long. Un discours flou, difficile à appréhender, invérifiable et qui tranchait avec la mise en valeur par les autres partis de l'un ou l'autre dossiers emblématique par des personnalités fortes et lisibles médiatiquement (soins de santé, pensions, plan Rosetta, diplomatie volontariste ou réforme fiscale). *A contrario*, Ecolo ne pouvait se prévaloir au niveau fédéral d'aucun dossier présenté positivement dont il pouvait être tenu pour l'initiateur⁷. En campagne électorale, les Verts sont apparus sur la défensive et semblaient perpétuellement se justifier. Ecolo n'a jamais pu assumer son statut de parti de pouvoir⁸.

Et pourtant, parallèlement, Ecolo a consacré l'essentiel de son attention et de son énergie à la participation gouvernementale, délaissant le terreau associatif et certains réseaux qui lui étaient très proches. La concertation, l'écoute, et l'ancrage dans un terreau social, qui avaient fait sa force en 1999, ont été oubliés.

1.2. Les crises internes

En quatre ans de participation gouvernementale, quatre équipes dirigeantes se sont succédées à la tête d'Ecolo. Cette valse de démissions et d'intronisations a bien sûr laissé peu de temps aux équipes successives d'affermir leur *leadership* sur la formation. Ces équipes n'y sont d'ailleurs jamais arrivées. Cela a aussi amplifié l'impression extérieure d'un parti politique brouillon, peu fiable, en crise perpétuelle. Il apparaissait comme «le parti des problèmes et non celui des solutions»⁹, image qui était pourtant la sienne en 1999.

Rappelons que depuis 1994, le Secrétariat fédéral est composé de trois personnes, élues par l'Assemblée générale des membres. Chez les Verts francophones, la direction est supposée s'exercer de manière collégiale¹⁰. Les candidats au triumvirat doivent se présenter aux suffrages des membres par équipe. Ces «tickets» sont rendus doublement mixtes. Ils doivent contenir au moins un Bruxellois et une personne de sexe différent des deux autres Secrétaires. Si les problèmes d'organisation interne peuvent être expliqués par l'agencement des structures elles-mêmes, ces structures sont avant tout le reflet d'une culture politique propre au parti vert. Celle-ci est notamment faite de démocratie directe, de fédéralisme intégral, de non cumul des mandats et surtout de méfiance profonde à l'égard du pouvoir et de ceux qui l'incarnent. Une



conception de la gestion interne d'un parti qui sera très durement confrontée aux réalités de la participation gouvernementale. Durant quatre ans, Ecolo sera déchiré entre sa réalité de parti au pouvoir et sa dimension de mouvement social.

En novembre 1999, consécutivement à la participation d'Ecolo à différents exécutifs, le trio composé par Jacky Moraël, Isabelle Durant et Jean-Luc Roland remet son mandat en jeu. Isabelle Durant est devenue vice-Première ministre, Jean-Luc Roland se concentre sur la vie interne du parti et Jacky Moraël, «père» de l'accord de majorité, décide de ne pas se représenter. Cet épisode est crucial et emblématique du mode de fonctionnement interne si particulier du parti vert. Jacky Moraël incarnait de fait Ecolo depuis de nombreuses années. Il en était devenu le leader naturel et donc peut-être le père à tuer. Nous l'avons épinglé, c'est à la suite de très fortes pressions internes au mouvement qu'en juillet 1999, il avait déjà dû décliner sa participation au gouvernement fédéral en tant que ministre. Contre mauvaise fortune bon cœur, il avait voulu éviter toute cristallisation des débats sur sa personne et permettre ainsi à sa «création», la participation, de passer la rampe du vote militant.

Ainsi, la position d'Ecolo dans l'accord de gouvernement fut défendue tout au long de la législature par des personnes tierces aux engagements initiaux (que ce soit comme ministre ou comme chef de parti). C'est une manifestation de ce que certains ont appelé la culture de contre-élite: «Il n'est pas évident non plus qu'Ecolo se soit montré très cohérent, entre juillet et novembre 1999, en décidant d'abord majoritairement d'assumer la contrainte de la responsabilité en votant les participations, pour ensuite céder à une forme de schizophrénie collective [...] lors de l'élection du Secrétariat fédéral, en nourrissant l'illusion que la première tâche de sa direction politique n'est pas d'être la plus forte possible face à nos adversaires politiques, mais bien d'être la garantie d'un contrepoids à ... ses propres ministres»¹¹.

De fait, une compétition sévère s'est engagée entre deux équipes concurrentes. La première, composée de Philippe Defeyt, Jacques Bauduin et Brigitte Ernst rencontre un soutien important dans la régionale de Bruxelles et dans la branche anti-participationniste du parti. La deuxième, composée de Marie-Thérèse Coenen, Philippe Henry, et Daniel Burnotte a l'appui du Secrétariat fédéral sortant et de l'aile participationniste, incarné notamment par le soutien de tous les ministres verts en place. Les premiers l'emportent à une majorité plus nette que ne l'imaginaient les partisans les plus pessimistes de l'autre équipe: par 510 voix pour 401 suffrages au trio composé de Philippe Henry, Daniel Burnotte et Marie-Thérèse Coenen. Pour d'aucuns, c'est la revanche du 10 juillet. Ecolo se retrouve doté d'une direction vécue comme anti-participationniste, devant collaborer avec des équipes ministérielles ayant apporté leur appui à leurs concurrents.

Jamais la nécessaire confiance n'a pu s'instaurer entre les ministres verts et leurs Secrétaires fédéraux. Ceci compliqua singulièrement le travail gouvernemental (et subsidiairement parlementaire) déjà difficile (voir *supra*) et d'autre part la nécessaire cristallisation de l'autorité du triumvirat. Ce Secrétariat qui ne s'est jamais imposé à l'interne et à l'externe dut démissionner en juin 2002. Une importante partie du mouvement s'était en effet très clairement opposée à la tactique de rapprochement en cours avec le PS, qui pourtant aboutit aux *Convergences à gauche*¹² sous le *leadership* de la nouvelle équipe. Cette dernière est composée de Marc Hordies, Evelyne Huytebroeck et Philippe Defeyt; elle est élue avec 93,64% des voix en juillet 2002. Cette nouvelle équipe allait défendre et adopter un texte que d'autres avaient négocié.



Une fois encore, Ecolo prenait une décision politique que l'extérieur du parti comprendra difficilement car elle semblait pour le moins incohérente voire contradictoire, au niveau de sa forme en tous cas.

Suite aux élections fédérales du 18 mai 2003, le Secrétariat fédéral tira tardivement les conséquences politiques qui s'imposaient à lui. Une période d'extrême tension interne s'en suivit. En juillet 2003, une nouvelle équipe de trois secrétaires est finalement élue. Jean-Michel Javaux, Evelyne Huytebroeck et Claude Brouir sont élus avec 61,9% des voix, au détriment de l'équipe formée par Paul Lanoye, Bernard Westphael et Ann-Mary Francken. Cette dernière candidate remplaçait *in extremis* Fatiha Saïdi, qui avait entre-temps renoncé à se présenter suite à des pressions qu'elle aurait subies. Elle a par la suite quitté le parti écologiste.

Ecolo s'est ainsi adonné durant quatre ans à des exercices sacrificiels morbides et d'apparence irrationnels. Cette incohérence reflétait l'état interne d'une multitude de rapports de forces, mouvants par essence: «Ecolo n'a pas de ligne stratégique claire, elle est faite au coup par coup sur base du plus petit dénominateur commun afin d'éviter les ruptures»¹³. Les Verts se montraient à travers le prisme de débats houleux qu'ordinairement les autres partis politiques mettent peu en scène à l'extérieur. Durant ces quatre années de participation, le mouvement écologiste a pris quantité de directions politiques contradictoires, au gré d'impératifs internes qui n'ont aucune pertinence aux yeux des électeurs. Le cœur dirigeant d'Ecolo fonctionnait en ne tenant qu'accessoirement compte de l'impact politique désastreux que son image chaotique faisait naître au sein de la société belge francophone. Sans *leadership* – et *leader* – assumé ou assuré, les signaux de désordre interne généralisé envoyés à l'extérieur furent au mieux, illisibles, au pire, angoissants. Ecolo tournait pour lui-même, sur lui-même, par rapport à lui-même. Sans boussole au gouvernement, il n'en avait guère plus à l'interne.

Les élections du 18 mai se sont déroulées dans un contexte de contracture économique, de guerre en Irak et de risque terroriste latent. Dans ces conditions, les nombreuses péripéties internes ont concouru à donner d'Ecolo une image de désorganisation endémique inquiétante et, on pourrait presque dire *bien évidemment* très dommageable électoralement pour lui.

1.3. Une image entachée

Dans un contexte d'incertitudes et de tensions, le parti vert a d'abord et avant tout lui-même concouru à la détérioration de son image. Au cours de la législature, Ecolo et ses ministres ont distillé ça et là des messages ou des positions pouvant être interprétés comme angoissants par le grand public. Sans vouloir être exhaustifs et dans le désordre, les Verts ont communiqué sur la présence de fûts d'uraniums défectueux, sur le risque de chutes d'avions sur Bruxelles, sur les dangers supposés du fluor, sur la faillite probable de la SNCB ou sur la fin du nucléaire (sans avoir convaincu de l'existence ou de la mise en place d'alternatives viables).

Parallèlement, certains citoyens auront perçu dans ces discours un aspect dogmatique, inutilement radical, voire intégriste. Sous cet angle, l'attitude d'Ecolo dans ce qui est devenu *l'affaire Francorchamps* a sans doute été emblématique. Au terme d'innombrables tergiversations, Ecolo refusa finalement de voter la loi permettant une exception à l'interdiction de la publicité pour le tabac. Cette proposition de loi ne



put en conséquence être adoptée. Plus aucun Grand Prix de Formule 1 ne pouvait se tenir en Belgique, et singulièrement en Wallonie. Certaines personnalités du MR et du PS se feront les pourfendeurs médiatiques de la position des Verts. Les arguments écologistes ne convaincront pas. L'ampleur et la longueur de la polémique provoqueront une nette coupure entre Ecolo et une partie substantielle de l'électorat conjoncturel – parfois populaire – qu'il avait pu convaincre en 1999. Ecolo se déclinait comme donneur de leçons et semblait aussi s'aligner sur les positions dominantes en Flandre¹⁴. Le spectre stigmatisant des «écotaxes» refaisait surfaces.

De manière plus symbolique, il en est allé de même pour l'*épisode républicain* de l'Assemblée générale de Liège en novembre 2002. Lors de cette Assemblée générale, une motion votée demande une réflexion, à long terme, sur l'instauration d'un système politique où l'hérédité ne serait plus la règle pour devenir chef de l'Etat belge («A moyen terme, une monarchie véritablement constitutionnelle; à long terme, la suppression des privilèges à la naissance»). Les autres partis réaffirmeront en conséquence leur attachement à l'institution monarchiste ou à tout le moins à la Belgique fédérale. A cette occasion, Ecolo confirme sa propension à mobiliser des sujets jugés comme hors contexte dans l'espace francophone alors qu'ils sont d'une certaine manière relayés en Flandre par le VLD et le *Vlaams Blok*. Les tentatives de rattrapage du Secrétariat fédéral¹⁵, d'Isabelle Durant¹⁶ et de Jacky Morael¹⁷ n'y feront rien.

Ces deux dossiers sont révélateurs de la crise de confiance qu'une bonne partie de l'électorat écologiste de 1999 et partant, une importante portion de la société francophone, a développé à l'égard d'Ecolo. Alors que le chômage entamait une nouvelle courbe ascendante, que la question d'une intervention en Irak se posait, Ecolo entamait des débats qui paraissaient accessoires en regard des enjeux du moment. Accessoires certes, mais hautement symboliques.

Ces erreurs stratégiques ont bien sûr été exploitées par les autres partis, tout spécialement le Mouvement réformateur, pour stigmatiser l'amateurisme et le sectarisme des Verts.

Empêtrées dans cette dynamique négative, les quelques réussites vertes de cette participation gouvernementale ne sont apparues, en conséquence, que sporadiques voire négligeables aux yeux d'un grand nombre de citoyens.

2. LES MODIFICATIONS DE L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE

2.1. Les évolutions des concurrents politiques

Alors qu'Ecolo subissait plus qu'il ne conduisait sa première participation gouvernementale, les autres acteurs du paysage politique en Belgique francophone entamaient ou poursuivaient un processus de réforme. La mue fut très visible dans le chef du PS. Son nouveau président, Elio Di Rupo, initiait un processus de réforme interne marqué par un rajeunissement et une féminisation des cadres, le lancement d'une réflexion sociétale avec les *Ateliers du progrès*, l'ouverture à des organisations de la société civile¹⁸ et aux segments démocrates chrétiens. Le point d'orgue de cette évolution identitaire et tactique s'incarna dans les *Convergences à gauche* qu'Elio Di Rupo signe en septembre 2002 avec les Secrétaires fédéraux d'Ecolo. Aussi, «contrairement à 1999, les socialistes [en 2003] ne partent pas au scrutin avec un concurrent



politique 'à gauche' ou pouvant être vécu subjectivement comme tel»¹⁹. Au surplus, et en miroir de la posture d'Ecolo, le PS s'est posé en formation sérieuse pour atteindre un certain nombre d'objectifs dans un gouvernement pourtant à empreinte libérale manifeste.

La fédération PRL FDF MCC est quant à elle devenue un parti plus intégré, baptisé en mars 2002 Mouvement réformateur. Louis Michel, l'homme fort incontesté du nouveau parti, a adopté un ton et un positionnement politiques très volontariste et nouveau dans l'exercice de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. En tant que vice-Premier ministre, il a veillé à donner à sa formation un ton social, altruiste. Tout au long de la législature 1999-2003, Louis Michel est apparu en pointe dans toute une série de dossiers comme la guerre en Irak, le conflit israélo-palestinien, l'affaire Pinochet ou la démocratisation en Afrique centrale. Ecolo a eu beaucoup de mal à faire entendre sa voix sur ces sujets, là où auparavant, certains milieux lui reconnaissaient une cohérence, voire une expertise. L'omniprésence médiatique de Louis Michel et ses positionnements très progressistes auront bouché l'horizon d'Ecolo dans ces débats.

Etrillé lors du scrutin de juin 1999²⁰, le parti social chrétien a aussi engagé un processus de rénovation. Le 9 juin 2001, il a adopté une nouvelle plate-forme doctrinale, la *Charte de l'humanisme démocratique* souhaitant se fixer dans la défense des «dimensions non-matérialistes de la vie» et d'une «conception forte du pluralisme»²¹. Le projet était complété un an plus tard en changeant complètement de dénomination. Le PSC devenait le Centre démocrate humaniste (CDH), abandonnant ainsi l'étiquette «chrétienne» et proclamant son ouverture au monde des non-croyants²².

En d'autres termes, alors qu'Ecolo apparaissait crispé et sans projet mobilisateur dans sa première expérience gouvernementale, ses concurrents politiques se lançaient, vaille que vaille, dans des rénovations à la fois tournées vers l'interne et vers l'externe. Entre 1995 et 1999, Ecolo avait très largement alimenté le débat politique, tout spécialement avec les *Etats généraux de l'écologie politique*. De 1999 à 2003, il a subi les événements et assisté sans véritable réaction aux transformations des autres formations et aux débats qu'elles initiaient. Ecolo a perdu le statut de force de proposition qu'il avait quatre ans plus tôt.

2.2. Un temps vert moins porteur

Un deuxième changement plus global mérite d'être mentionné. En juin 1999, la victoire d'Ecolo (et d'Agalev) s'inscrivait dans une conjoncture électorale et politique relativement favorable à la famille écologiste européenne. Les Verts finlandais, suédois, hollandais, luxembourgeois, autrichiens et allemands obtiennent des performances encourageantes. Pour la première fois de leur histoire, les Verts français décrochent en 1997 des députés à l'Assemblée nationale. Mieux, certains partis Verts ont fait leur entrée dans les exécutifs nationaux: en Finlande d'abord (1995), en Italie (1996), en France (1997) et en Allemagne (1998) ensuite. La performance d'Ecolo et d'Agalev de juin 1999 doit à leur propre action dans le système politique belge mais aussi à ce *temps* porteur. Les Verts belges s'inscrivent dans cette *vague*.

Au moment d'aborder les élections de 2003, le paysage politique et, dans une certaine mesure, électoral a singulièrement changé pour les partis Verts. Si les Verts allemands ont réussi en septembre 2002 leur pari tout à la fois de franchir le seuil de



5% et de reformer une coalition avec le SPD, c'est plutôt l'arbre qui cache la forêt. En Finlande, en France et en Italie, les Verts ont rejoint les travées de l'opposition avec parfois de maigres troupes (France et Italie). Au plan électoral, le bilan est bigarré. L'évanescence reste de mise dans les Etats du sud de l'Europe et l'inexistence en Europe centre-orientale. Au nord et au centre de l'Europe, des partis verts conservent leurs positions (Allemagne: 8,56%, Autriche: 8,97%, Suède: 4,58%, Finlande: 8,00%) mais ne parviennent pas à franchir un saut électoral qualitatif. Aux Pays-Bas, Groen Links (6,95% et 5,14%) subit deux revers consécutifs aux scrutins du printemps 2002 et de janvier 2003.

Le scrutin de juin 1999 avait également pris place dans un contexte politique belge très particulier, celui de ce qui fut appelé la crise de la dioxine. Celle-ci succédait à un grand nombre d'autres crises alimentaires: vache folle, peste porcine. Un problème environnemental favorise le vote pour une formation politique traditionnellement attachée à la défense de l'environnement. Ecolo comme Agalev n'ont pas pu compter sur cet apport électoral-là en mai 2003.

Bref, le *temps* électoral et politique des partis verts européens se décline de manière moins favorable pour eux en ce début de siècle que dans les dernières années du vingtième. Il faut aussi inscrire la réflexion sur la défaite électorale d'Ecolo (et d'Agalev) dans cette optique.

2.3. Les contours difficiles de toute première participation gouvernementale

«Conçus pour gagner des élections et, plus généralement, pour mobiliser, les doctrines et les programmes ne s'adaptent pas facilement aux exigences posées par l'exercice du gouvernement. Ils font d'ordinaire l'impasse sur l'énoncé technique inhérent à toute décision politique et, pour un parti politique, la première expérience du pouvoir représente toujours quelque chose de tragique» écrit Daniel-Louis Seiler dans son dernier ouvrage²³. Il ne faut pas l'oublier, indépendamment de sa gestion interne de son arrivée et de son exercice du pouvoir, l'exercice est dur politiquement, humainement et, le plus souvent, électoralement pour toute formation qui *monte* une première fois au gouvernement. Isabelle Durant l'écrit elle-même: «Quand je parle de l'inexpérience des écologistes, je vise [...] un manque d'habitude des codes, des règles explicites et surtout implicites, voire de la violence de certains débats au sein de l'exécutif»²⁴.

En Belgique, le Rassemblement wallon l'a expérimenté entre 1974 et 1977²⁵, et la *Volksunie* en 1977-78²⁶. A l'étranger, même si les Verts allemands s'en sont sortis dignement en septembre 2002, ce fut au prix de très lourdes défaites lors de plusieurs élections régionales et de débats particulièrement houleux dans la première phase de la législature. Aux Pays-Bas, D66 a failli ne jamais se relever sa première participation. Bref, la gestion externe et interne du premier exercice gouvernemental est tout sauf simple à (di)gérer.



3. PERSPECTIVES

La première expérience des Verts belges aux responsabilités fédérales s'est soldée par une lourde défaite dont nous avons essayé d'épingler un certain nombre de raisons. Elle a coûté sa place aux équipes et aux personnalités dirigeantes des deux formations: Jos Geysels pour Agalev, et le Secrétariat fédéral pour Ecolo.

A court terme, il est peu vraisemblable qu'Ecolo soit à même de sérieusement redresser la barre pour les élections régionales de 2004. Perpétuellement enfermé dans des débats internes complexes comme l'a montré l'élection du nouveau Secrétariat fédéral et les velléités prêtées à certains de créer une formation dissidente, Ecolo vit la situation inconfortable d'être dans l'opposition à l'échelle fédérale et au pouvoir dans les exécutifs fédérés (sauf à Bruxelles). Sa lisibilité et son action en pâtissent. La nécessaire restructuration du personnel politique suscite des tensions suite à la réduction drastique de moyens dont le parti dispose désormais. Cela génère par ailleurs des frustrations intenses et exacerbe les luttes de courants.

Plus fondamentalement, l'élection régionale intervient sans doute trop rapidement pour les Verts pour escompter un redressement significatif par rapport au scrutin de 2003; en tout cas faute d'événement perturbateur dans la société ou la vie politique belges.

A moyen terme, la question est ouverte. Bien sûr, il y aura l'attitude des adversaires politiques. Mais le vraisemblable retour dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir pourrait permettre à Ecolo de retrouver une liberté et une justesse de ton qu'il n'a plus depuis quatre ans. Mais ce nouveau statut (éventuel) ne doit pas occulter deux grandes questions intimement liées qui se posent aux Verts: que veulent-ils être et faire, et comment?

L'identité et les ambitions – notamment le rapport au pouvoir – restent des questions et des thèmes ambigus pour ce parti. Les Verts devront sans doute plus nettement avancer dans leurs réflexions à ce sujet.

Par ailleurs, la question des moyens est aussi cruciale. Les statuts et le mode de fonctionnement conduisent les Verts à d'abord et surtout «(sur)vivre à l'interne». Au sein d'Ecolo, la première clientèle à satisfaire est l'assemblée des membres, en dépit de leur nombre restreint. Même si elle appartient au patrimoine des partis verts et, pour partie, à leur identité, cette façon de voir s'accommode mal des fins politiques, en termes électoraux et d'exercice du pouvoir, dans une démocratie représentative, a fortiori de type consociative.



NOTES

1. DELWIT P., «Belgique: le contexte politique», *L'Année sociale 1999*, De Boeck-Université, Bruxelles, 2000, pp. 8-18; FROGNIER A.-P., AISH A.-M. (ed.), *Elections: la rupture? Le comportement des Belges face aux élections de 1999*, De Boeck-Université, Bruxelles, 2003.
2. DELWIT P. et VAN HAUTE E., «Les termes nouveaux du droit électoral aux élections fédérales: philosophie et impacts», *L'Année sociale 2002*, De Boeck-Université, Bruxelles, 2003, pp. 33-49.
3. Le Conseil de fédération, le parlement interne d'Ecolo, a décidé en mai 2003 de poursuivre l'expérience de la participation gouvernementale au niveau régional wallon et communautaire, malgré la lourde défaite électorale fédérale.
4. *Le Soir*, 12 juillet 1999.
5. Le propos du député européen Paul Lannoye est d'une dureté sans nom à cet égard: «Or, la marque verte a été d'une pâleur extrême au cours de cette législature. Aucun dossier emblématique n'a été mené à bien! (...) Les démissions de dernière minute de Magda Aelvoet (ministre de la Santé) et d'Isabelle Durant, difficilement justifiables devant les citoyens, n'ont fait qu'ajouter à l'impression de faiblesse une image d'irresponsabilité».
LANNOYE P., «Mauvaises nouvelles de Belgique», *Vert*, n° 0, 2003, p. 18.
6. Une grande exposition («Mettez le nez dans nos affaires») retraçant de façon presque exhaustive les grandes étapes de la participation verte a été présentée au public qui prenait la peine de se déplacer aux rencontres organisées par Ecolo en Wallonie et à Bruxelles. Cette même démarche était à l'origine quelques mois plus tôt de la création des «Tableaux de bord de la participation d'Ecolo», un site Internet qui diffusait des fiches parfois très techniques expliquant comment Ecolo avait agi dans les dossiers qu'il avait eu à gérer (enjeux, idées, rapport de force, résultats). Cette initiative était présentée comme une forme d'éducation permanente à la politique, une forme de «reddition des comptes» aux électeurs d'Ecolo.
7. La fermeture programmée des centrales nucléaires n'a fait que contenter la base environnementaliste de l'électorat d'Ecolo. Cette décision, qui est une incontestable victoire des verts au gouvernement fédéral, a suscité une incompréhension voire une peur au sein d'une frange importante de la population (rappel du danger de la technologie nucléaire, crainte quant à l'autosuffisance énergétique). Ecolo ne pouvait dès lors pas «capitaliser» électoralement sur ce dossier auprès du grand public.
8. Kris Deschouwer et Jo Buelens soulignent cette dimension: «Ecolo is in opposition in the government».
BUELENS J. et DESCHOUWER K., «Belgium», *Environmental Politics*, n° 1, vol. 11, 2002, p. 123.
9. BIÉRIN E., «Pour un nouveau pacte intergénérationnel», *La Revue nouvelle*, n° 7, 2003, p. 5.
10. DELWIT P. et DE WAELE J.-M., *Ecolo: les verts en politique*, De Boeck-Université, Bruxelles, 1996, p. 150.
11. BIÉRIN E., *op. cit.*, p. 73.
12. *Convergences à gauche. Engagements communs des socialistes et des écologistes*, Plate-forme du 28 septembre 2002.
13. HUYTEBROEK E. (et al.), *Cap 2004: Rebondir*, Note interne à Ecolo, juin 2003, p. 2.
14. Sans être complètement clivé, le vote était largement communautaire. Seul le VLD a voté avec le PS, le MR, le CDH et le FN. Pour sa part, Ecolo a joint ses voix à celles du CD&V, d'Agalev, du SP, de la NV.A, de Spirit et du *Vlaams Blok*.
La Libre Belgique, 11 décembre 2002.
15. «Ecolo souhaite ramener à sa juste proportion la décision prise par son Assemblée générale demandant de moderniser les pouvoirs du roi et de tendre à long terme vers une monarchie véritablement constitutionnelle. Il ne s'agit aucunement d'une proposition phare d'Ecolo ni même d'une priorité mais d'un des débats menés dans le cadre du travail de réactualisation de son programme».
«Ecolo n'a pas viré républicain», Communiqué de presse, le 25 novembre 2002.
16. «De la même manière, je dis que nous avons fait une erreur. Je ne m'associe pas à la décision de notre assemblée générale. Autant, il peut être intéressant de mieux encadrer notre monarchie constitutionnel-



le, autant je pense, fondamentalement, que notre famille royale fait plutôt bien son boulot». *La Libre Belgique*, 17 décembre 2002.

17. Q: Sur le dossier de la monarchie, Ecolo a brouillé son image. Isabelle Durant l'a reconnu...
«Je partage son avis. Sur le fond, si on ne veut pas faire peser sur les épaules du roi des choix éthiques qu'il pourrait ne pas partager, il faut lui retirer la responsabilité du contreseing des projets de loi votés. C'était un point parmi d'autres de l'AG d'Ecolo: on l'a médiatisé».
Q: Les journalistes n'ont pas inventé ce qui s'est passé à l'assemblée générale des verts!
«Non. Pour être franc, du temps où j'étais Secrétaire fédéral, le débat ne serait même pas venu en assemblée générale».
La Libre Belgique, 8 janvier 2003.
18. Sur le modèle des «Etats généraux de l'Ecologie politique» d'Ecolo (1996-1998), des «Ateliers du Progrès» (2001-2002) ont été tenus par le PS. C'est à cette occasion que le parti a refondé son programme et reformulé son message.
19. DELWIT P., *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*, Editions Labor, Bruxelles, 2003, p. 108.
20. DELWIT P. (ed.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2002.
21. PSC, *La Charte de l'humanisme démocratique*, Congrès de Liège du 9 juin 2001.
22. MILQUET J., *L'humanisme démocratique. Un projet qui parle au cœur et à l'âme des gens*, Editions Luc Pire, Bruxelles, 2002, p. 8.
23. SEILER D.-L., *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Ellipses, Paris, 2003, p. 65.
24. DURANT I., *A ciel ouvert*, Bruxelles, Luc Pire, 2003.
25. En 1977, le Rassemblement wallon perdit la moitié de ses voix et 8 sièges sur treize.
DELWIT P., «Elections et gouvernements nationaux et régionaux en Belgique depuis 1945», in DELWIT P. et DE WAELE J.-M. (ed.), *Les partis politiques en Belgique*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1997 (2^e édition), pp. 237-256.
26. En 1978, la *Volksunie* perd 180 000 voix et six sièges sur vingt.
Ibid.